



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



AMBASSADE  
DE FRANCE  
AUX ÉTATS-UNIS

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2024-37 du 8 novembre 2024

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. Le président de la Commission spéciale de la Chambre sur le Parti Communiste Chinois appelle à une application plus rigoureuse des règles antidumping du Tariff Act
2. Le Département du Trésor publie la règle finale relative à la procédure de contrôle sur des transactions immobilières à proximité des installations militaires

### Climat – énergie – environnement

3. Les États-Unis exportent une quantité record d'éthanol en 2024

### Agriculture et industrie agroalimentaire

4. L'insuffisance des visas de travail H-2B menace l'économie du secteur agro-alimentaire
5. L'USDA prend de nouvelles mesures face à l'augmentation des cas de grippe aviaire dans les élevages laitiers

### Numérique et innovation

Brèves

### Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. Le président de la Commission spéciale de la Chambre sur le Parti Communiste Chinois appelle à une application plus rigoureuse des règles antidumping du Tariff Act

Le président de la Commission spéciale sur le Parti Communiste Chinois de la Chambre des Représentants, John Moolenaar (R-Michigan), a [exhorté](#) le Département du Commerce à appliquer plus rigoureusement les règles spéciales antidumping sur les coûts prévues par le [Tariff Act de 1930](#), afin de répondre aux surcapacités industrielles chinoises. Dans une lettre adressée à la Secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, J. Moolenaar explique que les subventions accordées par le PCC abaissent artificiellement les prix des marchandises en provenance de Chine et entraînent ainsi une sous-évaluation de la valeur en douane *i.e.* de la base sur laquelle sont calculés les droits de douane. Plus spécifiquement, l' élu républicain invoque la section 773(f)(1)(A) du Tariff Act de 1930, permettant au Département du Commerce de recueillir toutes les preuves disponibles pour déterminer les coûts de production et les prix de vente réels dans le cadre de son enquête antidumping, en examinant notamment les registres comptables des producteurs et exportateurs. La législation prévoit que dans le cas où ces registres ne seraient pas conformes aux principes comptables du pays exportateur, le Département du Commerce peut recalculer ces coûts en tenant compte de données historiques.

## 2. Le Département du Trésor publie la règle finale relative à la procédure de contrôle sur des transactions immobilières à proximité des installations militaires

Le 1<sup>er</sup> novembre, le Département du Trésor a [publié](#) la règle finale relative à l'extension de la liste des installations militaires à proximité desquelles le Committee on Foreign Investment in the US (CFIUS) peut déclencher une procédure de contrôle concernant des transactions immobilières susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale américaine [voir [Brèves sectorielles du 12 mai 2023](#)]. Celle-ci fait suite à une [proposition de réglementation](#) dont le contenu était soumis à commentaires publics. Elle confirme ainsi l'ajout de (i) 40 sites militaires au sein de la liste des installations pour lesquelles le CFIUS pourra déclencher un contrôle concernant une acquisition immobilière dans un rayon de 1 mile (~1,6 km) et l'ajout de (ii) 19 sites militaires au sein de la liste des installations susceptibles de déclencher un contrôle concernant une acquisition immobilière dans un rayon de 100 miles (~161 km). Figure notamment parmi ceux-ci le site de Camp Grayling basé dans le Michigan, faisant dès lors entrer dans le champ de contrôle du CFIUS l'investissement du groupe chinois Gotion (2,4 Md\$) pour installer une usine de batteries pour véhicules électriques dans la ville avoisinante de Big Rapids. Le CFIUS avait estimé dans un premier temps que cette opération d'achat de terrain n'entraînait pas dans ses prérogatives de contrôle, une décision contestée par J. Moolenaar (R-Michigan), président du Select Committee, et le sénateur M. Rubio (R-Floride) dans une lettre [adressée](#) en septembre 2023 à la Secrétaire au Trésor Janet Yellen. La publication de cette règle finale [s'inscrit](#) également dans un contexte de pression croissante de la part de représentants républicains au Congrès concernant l'acquisition de terrains

agricoles à proximité d'infrastructures militaires. Le contenu de la règle finale entrera en vigueur le 9 décembre.

## Brèves

- En septembre 2024, les États-Unis ont [enregistré](#) leur plus haut niveau de déficit commercial depuis avril 2022, à 84,4 Md\$ selon le Bureau du recensement américain. En particulier, les importations de biens et de services enregistrent un record historique à 352,3 Md\$. Le déficit commercial américain enregistré ce mois-ci vis-à-vis du Mexique, de l'Irlande et du Vietnam a atteint un record.
- Le 6 novembre, le Bureau de contrôle des actifs étrangers (OFAC) du Département du Trésor a [désigné](#) un individu et une entité rattachés au président de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, dans sa liste de sanctions.
- Le 1<sup>er</sup> novembre, le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce a [infligé](#) une amende de 500 000 \$ à la fonderie de semi-conducteurs GlobalFoundries, pour ses exportations vers une entité désignée sur l'Entity List.

# Climat – énergie – environnement

## 3. Les États-Unis exportent une quantité record d'éthanol en 2024

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 6 novembre une étude indiquant que les États-Unis sont en passe d'exporter en 2024 une quantité record d'éthanol. L'EIA analyse cette augmentation par la demande des pays où le mélange de biocarburants est obligatoire et par des prix de l'éthanol en baisse aux États-Unis, du fait des stocks nationaux liés à une production relativement élevée et à une consommation interne faible. L'EIA précise que l'éthanol est obtenu par fermentation du sucre de la biomasse, généralement du maïs aux États-Unis.

L'EIA indique que les exportations d'éthanol sur les huit premiers mois de l'année 2024 se sont élevées à 121 000 b/j en moyenne, et ont été chaque mois supérieures à 100 000 b/j, soit un niveau plus élevé que la moyenne des cinq dernières années (2019-2023).

L'EIA explique que plus de 60 % de l'augmentation des exportations d'éthanol entre 2023 et 2024 est à destination du Canada, du Royaume-Uni, de l'Inde et de la Colombie. L'EIA précise que l'augmentation des exportations vers l'Inde est la plus importante du fait des objectifs ambitieux que le pays s'est fixé au travers de son programme « Ethanol Blended Petrol » (EBP) : sa production de canne à sucre et de riz ayant récemment diminué, l'Inde s'est davantage tournée vers les importations d'éthanol américain pour répondre à la demande du secteur industriel et libérer la production nationale d'éthanol pour atteindre les objectifs du programme EBP (qui proscrit l'utilisation d'éthanol importé). L'EIA explique l'augmentation des exportations vers le Royaume-Uni par l'adoption d'une norme E10 en septembre 2021 dans le pays et les objectifs croissants en matière de carburants renouvelables dans le cadre de la Renewable Transport Fuel Obligation. S'agissant de la Colombie, l'EIA précise que le pays a réintroduit un mandat E10 et a fait face à une réduction de sa production nationale.

## Brèves

- Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 4 novembre un accord, le 1<sup>er</sup> novembre, en vue de la signature d'un Memorandum of Understanding (MoU) entre les États-Unis et la Corée du Sud sur les principes relatifs aux exportations et à la coopération nucléaires. Le DoE précise que les deux parties se sont engagées à renforcer leur gestion des contrôles à l'exportation de la technologie nucléaire civile. Le DoE précise que le MoU doit faire l'objet d'un examen final par les deux pays.
- Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 31 octobre un financement de 44,8 M\$ dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures pour 8 projets qui devraient réduire les coûts du recyclage des batteries de véhicules électriques et de leur composants, avec pour objectif à long terme de faire baisser les coûts des véhicules électriques.

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## 4. L'insuffisance des visas de travail H-2B menace l'économie du secteur agro-alimentaire

Dans une lettre adressée aux Secrétares à la Sécurité intérieure (DHS) et au Travail (DoL), 40 sénateurs, tant démocrates que républicains, ont [plaidé](#) en faveur d'une augmentation du nombre de visas H-2B, visas temporaires de travail, nécessaires dans de nombreux secteurs de la chaîne agro-alimentaire, notamment les entreprises de paysagisme, de gestion forestière, mais également les usines de transformation de la viande, de la volaille et des produits de la mer.

Les programmes H-2A et H-2B fournissent tous deux une main-d'œuvre saisonnière pour soutenir les secteurs économiques américains confrontés à des pénuries de main-d'œuvre. Alors que le H-2A est spécifiquement destiné aux ouvriers travaillant sur les exploitations agricoles, le H-2B soutient le travail dans un large éventail d'industries, y compris la transformation alimentaire, la construction, le tourisme et les emplois de service dans l'hôtellerie-restauration. Selon les signataires de la lettre, ces entreprises font face à d'importantes difficultés de recrutement pour des postes temporaires, essentiels pour leurs périodes de haute activité.

À la différence des visas H-2A, le nombre des visas H-2B délivrés annuellement est soumis à un plafond. Seules 66 000 demandes H-2B peuvent être acceptées au cours d'un exercice fiscal, réparties également entre les deux moitiés de l'année, débutant respectivement le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> avril. La demande de visas H-2B, déjà importante, a fortement augmenté ces dernières années, témoignant selon une récente [étude](#) du Farm Bureau d'une situation critique. En effet, le plafond des visas pour la première moitié de l'exercice fiscal 2025 a été atteint plus tôt que prévu, empêchant de nombreux employeurs d'embaucher le personnel nécessaire pour la saison d'automne et d'hiver. En réponse à cette situation, les auteurs de la lettre exhortent le DHS à publier rapidement une règle temporaire pour lever le plafond actuel, comme cela a été fait au cours des 8 dernières années. Cette mesure permettrait de fournir plus de visas H-2B, offrant ainsi aux entreprises une solution pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre et leur permettant de planifier leur saison avec davantage de visibilité. Près de 60 % des

postes H-2B certifiés au cours de l'exercice fiscal 2023 étaient occupés dans les activités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, allant de la transformation à la vente au détail.

## 5. L'USDA prend de nouvelles mesures face à l'augmentation des cas de grippe aviaire dans les élevages laitiers

L'épidémie de grippe aviaire a [pris](#) de l'ampleur dans les troupeaux laitiers californiens, poussant le Département américain de l'Agriculture (USDA) à intensifier ses efforts pour contenir la propagation du virus. D'ici 30 jours, l'USDA prévoit de lancer un programme de tests de lait en vrac à grande échelle, une initiative qui a suscité un vif intérêt de plusieurs États souhaitant participer. Cette mesure vise à faciliter le suivi de la propagation du virus, a expliqué Will Clement, porte-parole de l'USDA.

Bien que les recherches sur un vaccin bovin contre le virus H5N1 avancent, aucun calendrier précis pour son déploiement n'a pu être établi. L'impact économique de l'épidémie est important : malgré les aides de 16,5 M\$ distribuées *via* le programme d'assistance d'urgence [ELAP](#), certains grands producteurs pourraient se voir privés de soutien en raison du plafond de revenus s'appliquant aux bénéficiaires potentiels. Actuellement, 202 troupeaux sont concernés par le programme de soutien aux producteurs et 98 dossiers ont été validés pour une assistance d'urgence.

La Californie reste durement touchée, avec plus de 160 troupeaux infectés et plus de 4 millions d'oiseaux abattus au cours des 30 derniers jours. Le virus se propage également aux humains, avec 44 cas recensés dans six États, majoritairement liés à un contact direct avec des animaux infectés. Les experts en santé publique avertissent depuis longtemps que la grippe aviaire représente une menace pandémique significative pour l'homme, et le nombre d'infections chez les travailleurs laitiers en Californie ne cesse de croître. Cette recrudescence de l'épidémie coïncidera bientôt avec la grippe saisonnière, compliquant les efforts pour suivre la grippe aviaire et augmentant le risque que les deux virus se mélangent, créant ainsi une combinaison virulente qui pourrait se propager des travailleurs laitiers au reste de la population. Les autorités multiplient donc les campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière auprès des employés du secteur laitier californien.

# Numérique et innovation

## Brèves

- Le 4 novembre, Scale AI et Meta ont [lancé](#) Defense Llama, un modèle d'IA basé sur Llama 3, spécifiquement conçu pour répondre aux besoins d'utilisateurs menant à bien des missions pour la sécurité nationale des États-Unis. Intégré dans la plateforme sécurisée Scale Donovan, ce modèle d'IA permet à des utilisateurs militaires et de la communauté du renseignement de planifier des opérations et d'évaluer des menaces adverses, tout en respectant les directives éthiques du DoD.

# Santé

## Brèves

- Le 31 octobre, l'ONG américaine Roots Community Health (RCH) a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Medtronic dans le cadre d'une action en justice que cette ONG avait intenté l'année dernière contre l'entreprise et 12 autres fabricants d'oxymètres de poils. Cette action en justice reposait sur les résultats de plusieurs travaux de recherche selon lesquels les oxymètres dysfonctionnaient lorsqu'ils étaient utilisés sur des peaux plus foncées, en surestimant le taux d'oxygène dans le sang des patients. L'accord conclu entre RCH et Medtronic comporte notamment un engagement de cette dernière à fournir des brochures avertissant les utilisateurs de la probabilité de dysfonctionnement de ce dispositif sur les peaux foncées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)